

Commentaire - Maintenant la récession. Et la menace sur la zone euro !

Geplaatst op zaterdag 18 augustus 2012 | 



La récession gagne du terrain et menace maintenant l'ensemble de la zone euro. Elle sévit non seulement en Grèce (moins 7% sur le PIB), en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne, mais aux Pays Bas et maintenant en Belgique (en données trimestrielles).

Tous les pronostics sur 2012 semblent devoir être révisés à la baisse.

Mais un autre indicateur est autrement significatif : il s'agit du recul de la production industrielle, chiffres pour mai ou juin : il atteint 8,2% en Italie, 6,9 en Espagne, 4,3 en Grande-Bretagne, 3,5 en France, 0,2 en Allemagne. Et 7,4 en Belgique. Cela peut déplaire à des politiciens, mais faut-il reprocher au gouverneur de la Banque nationale de dire une vérité ?

La récession signifie la réduction des rentrées fiscales. La politique d'austérité à sens unique est en train d'échouer partout.

Qui veut liquider la zone euro ?

En couverture de la dernière livraison de « The Economist » de Londres, on voit une chancelière Merkel dubitative en train de lire un rapport : « Comment disloquer, ou démembrer (« break up ») la zone euro ». Ce n'est plus un secret que des plans B. sont échafaudés par des banques, des experts, des conseillers en gouvernance financière pour sortir de la crise de la zone euro non par la solidarité sur la dette, mais par le repli national et nationaliste. Même quelqu'un comme le luxembourgeois Juncker, réputé europhile, n'exclut plus le retour à la drachme !

Les mêmes qui ont, de Conseil européen en Conseil européen, accumulé les tergiversations, les malentendus, les doubles interprétations, bref les retards, s'imaginent-ils que « sortir » la Grèce (les capitaux, eux, en sortent depuis longtemps) aurait pour effet de « rassurer les marchés » ? Ce ne serait qu'entamer le détricotage de l'ensemble.

Si les « investisseurs » planquent maintenant leurs capitaux dans la « bonne » zone euro, tout en faisant payer des taux usuraires à l'Espagne et à l'Italie, ce n'est pas pour les beaux yeux de Merkel, Hollande ou Di Rupo. C'est parce que beaucoup anticipent que la dislocation de la zone euro signifiera que leurs avoirs seront réévalués.

La spéculation se porte donc sur l'Espagne et l'Italie. Et pour les « traders » de New York et de Londres, l'euro a toujours été un truc bizarre qui ne rentre pas dans leurs schémas. On ne peut reprocher à un requin de raisonner comme un requin...

Mme Merkel sait parfaitement que l'amputation de la zone euro coûterait plus cher à l'Allemagne que sa défense inconditionnelle. Mais il y a la montée partout des populismes de droite nostalgiques d'un passé mythique, avec une majorité d'Allemands qui regrettent le D. Mark.

Un socialiste français, maintenant ministre (Montebourg) a évoqué Bismarck à son propos. Il nous semble bien plus pertinent de la comparer plutôt au faible Brüning, ce chancelier chrétien centriste de la République de Weimar en 1930-32. On sait ce qui s'ensuivit. Et il y a ailleurs dans le monde assez de fous pour rêver d'escalades guerrières.

Robert Falony.

Repris du blog « Osons le Socialisme »

Rubrique mensuelle « Flèche de tout bois », Août 2012.